

ANALYSE

Covid-19 : les Etats de l'Union préfèrent le chacun pour soi

Par Jean Quatremer, Correspondant à Bruxelles(<https://www.liberation.fr/auteur/1876-jean-quatremer>) — 9 mars 2020 à 21:01



Devant le Colisée, à Rome, dimanche. Photo A. Falcone. La Presse. AP

Plutôt que de se rendre en les Vingt-Cent ont



mardi.

Alors que le coronavirus, qui a atteint l'Europe le 24 janvier, se joue des distances et des frontières, l'UE est restée spectatrice de cette spectaculaire crise sanitaire. C'est le chacun pour soi qui l'a emporté jusque-là. L'Italie, épiceur européen de l'épidémie, a été abandonnée à elle-même, l'Allemagne et la France allant jusqu'à interdire l'exportation de matériel médical de protection, au mépris de toute solidarité. Les Etats, à l'image des institutions communautaires, ont décidé (ou pas) dans le désordre des mesures visant à freiner la propagation du virus, ce qui a contribué à accroître la panique des opinions publiques. Et les populistes font pression pour obtenir la fermeture des frontières nationales. *«Le coronavirus a montré tout à la fois une absence de réflexe européen des Etats et une absence de réaction de l'UE»*, reconnaît un proche d'Emmanuel Macron.

Discrète

Le président français souhaite que ce chaos prenne fin au plus vite. Il a donc obtenu, lundi, la convocation d'un Conseil européen extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement consacré au Covid-19 : les Vingt-Sept ne se retrouveront pas en chair et en os mardi mais ils discuteront par téléconférence, en raison de la brièveté des délais et pour éviter tout déplacement inutile. *«Il s'agit d'envoyer le signal politique que l'Europe est déterminée à agir unie, explique-t-on à l'Elysée. On ne peut pas ne pas avoir de leadership européen sur un sujet comme celui-là.»*

Toute la Science

Abonnement Science & Vie
avec les Hors Séries à 50%
Engagement

Le problème est que l'Union européenne est largement dépourvue de moyens d'action, la santé n'étant pour l'essentiel qu'une «compétence d'appui» des Etats. En clair, elle ne peut agir que si les membres le lui demandent, ce

n'ont pas fait jusque-là, et seulement pour les aider. Même en cas d'épidémie transfrontalière, elle ne peut pas décider seule de mesures de protection : le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC) n'a ni les pouvoirs ni les moyens du CDC, son homologue américain. C'est ce qui explique que la Commission soit aussi discrète depuis le début de la crise.

«Mais on ne peut réduire la question du Covid-19 à un problème juridique, c'est surtout une question politique, grince-t-on dans l'entourage du chef de l'Etat français. Personne n'en aurait voulu à Ursula von der Leyen [la présidente de l'exécutif européen] si elle avait proposé il y a une semaine un plan d'action.» L'UE étant aux abonnés absents, les Etats ont réagi en ordre dispersé pour protéger leurs citoyens. Or le coût de la non-coordination est élevé puisqu'il pousse les pays à la surenchère. Et *«plus ils réagissent dans leur coin, plus la coordination devient difficile»*, souligne un diplomate européen.

Cette crise a fait prendre conscience aux Vingt-Sept que, soixante-dix ans après le début de la construction communautaire, il n'y avait aucune possibilité de pilotage européen, et bien sûr aucun stock commun de médicaments ou d'équipements de protection... De même, il a fallu cette crise pour qu'ils se rappellent à quel point ils étaient dépendants des pays tiers. Ainsi, 80 % des principes actifs des médicaments vendus en Europe et 40 % des médicaments finis proviennent de Chine (pour les deux tiers) et d'Inde (pour un tiers). Ces deux pays produisent même 60 % du paracétamol mondial, 90 % de la pénicilline, 50 % de l'ibuprofène. Et 60 % de la production mondiale de vaccins (90 % pour le vaccin contre la rougeole) est concentrée en Inde. Cette mondialisation de la production s'est même accélérée depuis l'épisode du Sras en 2003, alors qu'il aurait fallu en tirer les leçons.

«Test de souveraineté»

La France espère donc que ses partenaires, lors du sommet, accepteront de coordonner leurs mesures de protection, mettront le paquet pour financer la recherche d'un vaccin qualifié de *«test de souveraineté européenne»* et ouvriront les cordons de la bourse pour aider les régions les plus touchées. Elle souhaite aussi que la «question industrielle» soit traitée : *«Il faut, pour les prochaines crises, développer les industries européennes afin de ne plus*

dépendre de la Chine ou de l'Inde, explique-t-on à l'Elysée. Il ne s'agit pas de lancer un Gosplan soviétique, mais on doit être capable de gérer au niveau européen la démondialisation qui s'annonce.»

La crise du Covid-19, après celle des migrants et le Brexit, va-t-elle réveiller les Européens, qui semblent avoir abandonné toute ambition collective, comme l'a montré leur échec sur le budget communautaire 2021-2027 ? Pour l'Elysée, «*ça peut être une opportunité de relancer la machine. Les peuples veulent plus d'Europe car ils voient bien que les réponses nationales sont insuffisantes*».

Jean Quatremer Correspondant à Bruxelles(<https://www.liberation.fr/auteur/1876-jean-quatremer>)